

## Suite au congrès Solidaire de décembre 2017

### Malaise dans le parti

Aussitôt clos le congrès de Québec solidaire au début décembre, un duo de nouveaux militants de Québec solidaire Hochelaga-Maisonneuve prenait l'initiative d'une rencontre improvisée à laquelle participèrent près d'une dizaine de membres. S'en dégagait un malaise face à la qualité démocratique du congrès. Je reproduis certains extraits. Un autre malaise concernant cette fois-ci le contenu de la plateforme eu égard à sa partie sur l'écologie mais aussi concernant la démocratie surgit lors de la réunion du Comité thématique de l'environnement et de l'énergie (CTEE) au retour des Fêtes. *Last but not least*, un militant anticapitaliste du Canada anglais qui suit assidûment les activités de Québec solidaire a écrit un bilan du congrès dont la portée critique tranche avec le satisfecit pour ne pas dire le triomphalisme de la direction y compris son aile gauche, Presse-toi-à-gauche.

#### ***Extraits du compte-rendu de la réunion improvisée de militant-e-s d'Hochelaga-Maisonneuve***

##### *Une plateforme imposante vs. quelques orientations principales*

*Une des conclusions qui semblait partagée par la totalité du groupe est la suivante : la taille ou le format de la plate-forme ne fait aucun sens. En voulant faire trop – c'est à dire laisser le congrès adopter démocratiquement chaque petit aspect de la dite plate-forme – on a au fond pas fait grand-chose. Ce constat va au-delà du fait que moins du quart des propositions ont été traitées. En choisissant ce format de plate-forme, le congrès ne décide au fond de rien. C'est le comité électoral qui aura le loisir de décider ce qui sera finalement mis de l'avant pendant la campagne.*

*Des questionnements d'ordre stratégique ont été soulevés : doit-on garder le « secret » de notre stratégie électorale pour s'assurer que nos adversaires ne puissent pas préparer leurs réponses et leurs attaques? Ou ne doit-on pas plutôt sans pourtant être naïf, faire de la politique autrement : c'est-à-dire annoncer d'entrée de jeu nos priorités électorales (choisies en congrès) et mettre la table pour un combat sur le terrain : laissons les ennemis nous attaquer, nous saurons nous défendre. Ce sera l'occasion de populariser nos revendications (en plus de « setter » l'agenda de discussion). Sans pouvoir affirmer que toutes et tous s'entendaient pleinement sur les nuances, l'idée que le congrès sélectionne quelques priorités (une dizaine peut-être) plutôt que de se pencher point par point sur une plateforme beaucoup trop vaste semblait faire l'unanimité au sein du groupe. [...]*

##### *Structures organisationnelles*

*En premier lieu en ce qui a trait à l'organisation interne de notre association, le groupe semblait d'accord avec la proposition qu'au moins en année pré-électorale, l'association devrait organiser ses propres assemblées générales, sans fusionner celles-ci avec d'autres comités. De plus, une certaine « organisation du travail » au sein de la délégation de QSHM pour les présentations des positions de l'association en plénière sera à prévoir plus formellement pour le prochain congrès.*

*Quand au fonctionnement général du congrès, la question des « abonnés au micro », surtout des hommes, nous a poussé à nous demander s'il n'y aurait pas manière d'assurer qu'un maximum de personnes différentes puissent s'exprimer au micro durant les congrès? Une idée pour stimuler la réflexion à ce sujet : serait-il possible d'appliquer une certaine formule du genre premier tour / deuxième tour applicable non pas à chaque proposition, mais plutôt à chaque jour? [...]*

##### *Et maintenant, l'avenir?*

[...] Diffusion de notre plate-forme il faut la diffuser au maximum. L'idée d'un envoi postal (ou d'un jumelage d'un envoi déjà prévu) d'une version très simple de notre plate-forme a été avancé. [...]

## **Deux suggestions émanant de la réunion du Comité thématique sur l'environnement et l'énergie (CTEÉ) du 9 janvier 2018**

Cette réunion de huit ou neuf membres avait comme but de donner l'avis de la CTEÉ sur le chapitre sur l'environnement (sept) de la proposition de plate-forme lequel chapitre doit être adopté par le CCN faute de l'avoir été par le dernier congrès. Ces recommandations ont d'abord à être adoptées par la Commission politique avant de parvenir au CCN (et peut-être ensuite au CN du printemps prochain je ne sais trop).

Deux points sont à souligner. Le CTEÉ, unanimement, « *recommande au CCN que le plan de transition soit approuvé au prochain Conseil national* ». En effet, le CTEÉ a appris qu'une entreprise de consultation rémunérée est à peaufiner un « *plan de transition* » anti GES sans nécessairement s'engager à respecter la cible du programme du parti, soit une baisse des deux tiers pour 2030 généralement considérée comme « irréaliste » par les experts conditionnés par le carcan du marché c'est-à-dire par la domination des transnationales... mais par contre validée par le GIEC et corroborée par les cibles de température des Accords de Paris... mais non respectée par les engagements nationaux en découlant. Le but de la recommandation est que l'instance la plus importante du parti à se tenir d'ici les prochaines élections ait le dernier mot sur le sujet.

L'autre point est, en toute logique, que le CTEÉ « *recommande à majorité que la cible 2030 [d]oit être remise dans la plateforme* ». Le comité a adopté cette recommandation malgré que la procédure ne nous le permette pas – il aurait fallu qu'elle soit déjà présente dans la proposition de plateforme – tellement que la grande majorité du comité trouvait inacceptable ce trou dans la plateforme qui nous situe à la droite des Libéraux sur ce point crucial. Cette cible des deux tiers de réduction pour 2030 est certes très exigeante mais elle est tout à fait réalisable pour le Québec, beaucoup plus facilement que pour le Canada. Elle l'est hors marché et taxe carbone, items dont le rejet est « oublié » dans la plateforme, sous l'égide d'une planification, cette fois démocratique, encadrant le marché comme lors de la transformation de l'économie canadienne en économie de guerre en 1939-40<sup>1</sup>.

À noter une intervention remarquée d'un nouveau jeune participant s'exprimant pour ainsi dire au nom de la jeunesse laquelle aura en plein plexus les conséquences des crises climatique et de la biodiversité. Ces deux recommandations qui vont dans le sens des décisions du congrès du printemps 2016 n'iront nulle part sans un soutien bien senti venant des instances locales-régionales et des collectifs du parti. À mon avis, l'ardeur organisationnelle à déployer dans la prochaine période pré-électorale ne saurait compenser cette importante défaillance de la proposition de plateforme surtout quand elle viendra à être connue par notre électorat potentiel.

---

1 Ces idées sont développées sur mon site dans le texte « [Le nouvel an du nouveau Québec solidaire post fusion – Unilatérale indépendance à droite contre la radicalité écologique](#) »

## **Programme — Québec solidaire clarifie son soutien à l'indépendance (Extraits)<sup>2</sup>**

Deux tâches principales étaient à l'ordre du jour du congrès du parti de gauche Québec solidaire (QS), réuni à Longueuil du 1er au 3 décembre 2017. L'un était l'adoption de la plate-forme du parti pour les prochaines élections générales du Québec, qui se tiendront en octobre 2018. L'autre était la ratification d'une fusion proposée avec Option nationale (ON), un petit parti issu d'une scission du Parti québécois en 2011 après que le PQ ait mis de côté son objectif d'indépendance du Québec dans un avenir prévisible. La fusion pourrait ajouter plusieurs centaines de militants de l'ON à l'effectif de 18 000 membres de QS.

Après de longs débats, la proposition de fusion a été adoptée par un vote de plus de 80% des 550 délégué-e-s QS<sup>3</sup>. Lors d'un congrès ultérieur d'ON à Québec le 10 décembre, la fusion avec QS a été acceptée par 90% des membres qui ont voté. Plusieurs dizaines d'autres, opposés à la fusion, sont sortis et n'ont pas voté<sup>4</sup>.

Cependant, le congrès de QS n'a pas eu suffisamment de temps pour débattre et adopter l'essentiel de la plateforme proposée, y compris certaines des parties les plus importantes. Il reviendra aux 16 membres du comité exécutif, le comité national de coordination (CCN), d'adopter les propositions restantes au printemps 2018, en consultation avec la commission politique du parti qui a créé le projet de plateforme original.

[...]

### Plus de clarté sur l'indépendance du Québec

Lors de son congrès précédent en mai dernier<sup>5</sup>, Québec solidaire avait voté pour sonder les possibilités de fusion entre QS et Option nationale. Dans les négociations proposées entre les dirigeant-e-s des partis respectifs, il est dit que « [d]ans ce processus de discussion menant à la fusion, QS s'engage à discuter dans ses instances du développement des campagnes politiques sur l'indépendance du Québec et les moyens d'y accéder ».

Cependant, aucun rapport sur ces négociations n'a été remis aux membres de QS jusqu'au début d'octobre, lorsqu'une conférence de presse conjointe des dirigeants de QS et d'ON a annoncé soudainement qu'ils avaient signé une « entente de principe » sur une fusion qui devait être approuvée à leur congrès respectifs en décembre.

L'accord — présenté comme un « paquet global » pour adoption sans possibilité de modification par les congressistes — montrait qu'Option nationale avait profité de l'empressement des responsables de QS envers une fusion pour mener une négociation serrée. On lira le texte de l'entente pour le constater (voir note 3). Parmi ces dispositions:

- ON doit continuer à exister au sein de QS en tant que « collectif » avec des droits spéciaux non autorisés à l'autre demi-douzaine de collectifs dans le parti. Selon les statuts de QS, les membres promouvant des orientations spécifiques pour le parti (laïcité, écosocialisme, décroissance, droits des animaux, etc.) sont autorisés à s'organiser au sein du parti en tant que collectif reconnu, à condition

2 On trouvera le texte complet sur le site d'ESSF dont les paragraphes sur la délégation catalane et sur la question de la Constituante : Richard Fidler, [Programme — Québec solidaire clarifie son soutien à l'indépendance](#), 12/12/17

3 Voir le texte complet de l'entente de fusion QS-ON : <https://drive.google.com/file/d/1J0EaXTIuD9IpBAFsdbA74pldO-4QDL-/view>

4 « Option nationale et Québec solidaire ne font plus qu'un, » Le Devoir, 11/12/17:

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/515158/option-nationale-et-quebec-solidaire-unissent-leurs-forces>

5 Voir Life on the Left, 28/05/17, disponible sur ESSF (article 41194), [Québec solidaire \(2\): No to an electoral pact with the PQ. Yes to a united front against austerity, for energy transition and for independence](#): <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41194>

qu'ils comptent au moins 10 membres et respectent les « valeurs fondamentales » du parti. Toutefois, ils ne sont pas représentés dans les instances dirigeantes du parti. En vertu de cet accord, ON constituera un collectif distinct avec son propre financement et sa propre représentation dans les instances dirigeantes, et au moins trois membres d'ON seront désignés, en 2018, candidats dans les circonscriptions électorales jugés « gagnables » pour QS.

- Le chef d'ON, Sol Zanetti, sera présenté comme le principal porte-parole du parti sur « les enjeux entourant l'indépendance du Québec ».
- Le collectif ON organisera une « université » sur l'indépendance au printemps 2018, avec le droit d'organiser cet événement chaque année, à condition qu'il soit autofinancé.
- Le parti unifié rééditera une publication d'ON, le Livre qui fait dire oui, bien que le Québec « souverain » qu'il préconise soit totalement néolibéral dans son programme économique et entre en conflit avec plusieurs aspects des grands enjeux du programme de QS<sup>6</sup>.
- Un congrès du parti après l'élection de 2018 examinera le programme QS en vue de « l'aligner avec le programme ON » lequel a toujours dit que l'indépendance qu'il propose n'est « ni de gauche ni de droite » dans son contenu politique.

Comme on pouvait s'y attendre, l'annonce soudaine de cet accord ON-QS a suscité une controverse considérable dans les rangs des deux partis. De nombreux militant-e-s du QS, en particulier, ont déploré le fait qu'ils-elles n'avaient pas eu l'occasion de dialoguer ou de collaborer avec ON comme prélude à l'unification des partis. Au lieu de cela, certains ont noté qu'ON avait présenté un candidat contre QS lors d'une récente élection partielle à Québec et (contrairement au PQ, qui y avait renoncé) s'était même opposé à Nadeau-Dubois alors qu'il était le candidat QS pour succéder à Françoise David dans Gouin au printemps dernier.

Certains membres ont protesté contre leur incapacité à amender l'accord avec ses 18 dispositions différentes, ainsi que contre l'insistance des dirigeants du parti à l'autoriser à la majorité simple des voix au congrès, même si cela impliquait des changements dans les statuts du parti, ce qui requiert une majorité des deux tiers.

[...]

### L'indépendance l'emporte-t-elle sur la démocratie?

[...] La lutte pour un Québec indépendant se heurte nécessairement à des intérêts puissants dominants au sein de l'État fédéral et de la société civile. Ils utiliseront d'immenses ressources médiatiques et matérielles pour influencer et, si nécessaire, pour saboter les procédures d'une Assemblée constituante. Peu importe la manière dont elle est démocratiquement nommée, ou son fonctionnement démocratique, si elle n'a pas comme objectif clair d'établir le cadre d'un État indépendant, l'Assemblée sera extrêmement vulnérable à de telles pressions. Pourtant, tout résultat en-deçà du projet de constitution d'un Québec indépendant serait simplement sans effet. Comme l'a toujours dit Québec solidaire, le régime fédéral ne peut être réformé pour devenir un cadre adéquat pour le projet social progressiste du parti. Pourtant, l'ambiguïté de QS sur le mandat de l'Assemblée constituante a miné la crédibilité de l'engagement du parti pour l'indépendance.

[...]

---

6 Pour une critique tranchante du livre par un économiste marxiste et militant de la QS, voir Marc Bonhomme, «Le livre qui fait dire oui à un Québec concurrentiel sur le marché mondial» : <http://www.marcbonhomme.com/files/la-fusion-de-que0301bec-solidaire-avec-option-nationale-vers-un-virage-a0300-droite.pdf>

*Québec solidaire a tout fait pour répondre aux préoccupations d'Option nationale et il reste à voir comment cela va affecter le fonctionnement du parti dans un proche avenir. De toute évidence, l'intégration des membres d'ON qui rejoindront désormais QS stimulera un débat interne utile. Avec la fusion, l'ancien ON a été conquis par un parti qui revendique fièrement ses objectifs et son programme progressistes — et ne prétend pas que l'indépendance du Québec n'est ni de droite ni de gauche.*

### *Débat non concluant sur la plateforme électorale*

*Le congrès n'a pas pu atteindre son autre objectif majeur, l'adoption d'une plateforme pour les prochaines élections québécoises. [...] Cela s'est avéré être un processus quelque peu complexe. Cette année, il a abouti à un document de 130 pages dans lequel les 15 sujets abordés sont classés par ordre alphabétique — de l'agriculture (Agroalimentaire et ruralité) à la démocratie locale (Vie démocratique et régionale). Et bien que l'on ait tenté de donner la priorité à certains sujets pendant moins de deux jours de débat, l'ordre proposé, selon certains délégué-e-s, n'attribuait pas suffisamment d'importance à certaines questions urgentes.[...] Parmi les sujets omis lors du débat, citons l'économie et la fiscalité, l'éducation, l'environnement et l'énergie, la justice, la santé et les services sociaux et la stratégie pour la souveraineté, soit les questions les plus cruciales à aborder lors d'une campagne électorale, composantes clés d'un projet social cohérent.*

*En outre, certaines des propositions de la plate-forme laissées à l'adoption ultérieure par l'exécutif du parti omettent des parties importantes du programme adopté par le parti. Un exemple flagrant est le projet de plateforme sur l'environnement et le changement climatique qui omet l'objectif du programme QS de réduire de 67% les émissions de carbone d'ici 2030 pour respecter les accords de Paris COP 21, ainsi que l'opposition du parti à la taxe carbone et au marché du carbone. Québec solidaire a été unique parmi les partis politiques au Canada en adoptant ces cibles et demandes exigeantes. Incroyablement, une brochure de 24 pages diffusée au congrès QS par le Réseau écosocialiste<sup>7</sup> omet pareillement ces demandes, de même qu'un article pré-congrès d'un responsable du Réseau qui tente de prioriser les propositions de la plateforme d'un point de vue écosocialiste<sup>8</sup>.*

*Québec solidaire a fait d'importants progrès en 2017. Mais les débats du congrès soulignent les défis importants auxquels le parti doit faire face au cours de l'année à venir et au-delà.*

**Marc Bonhomme, 15 janvier 2018**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)

---

<sup>7</sup> Voir Québec solidaire: *Au-delà du parlement, se donner le pouvoir de changer la société* :

<https://ecosocialisme.ca/nouvelles/quel-pouvoir-voulons-nous/#.WkJagyN7RBx>

<sup>8</sup> Voir Bernard Rioux, *Presse-toi à gauche*, 21/11/17, disponible sur ESSF (article 42749), [En route vers un Québec indépendant, pluriel, solidaire et égalitaire !: http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42749](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42749)